



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**  
**Service de la coordination des politiques publiques**  
**et de l'appui territorial**  
**Bureau de l'environnement et de la concertation publique**

Arrêté n° 24-257-NB

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT ABROGATION  
DE L'ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE N° 23-173 DU 13 NOVEMBRE 2023  
ET DE L'ARRÊTÉ D'ASTREINTE ADMINISTRATIVE N° 24-195-NB DU 7 OCTOBRE 2024  
À L'ENCONTRE DE LA SOCIÉTÉ NEW MAISONNEUVE KEG  
SITUÉE SUR LA COMMUNE DE CÉRENCES**

**Le Préfet de la Manche,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment les articles R. 511-9, R. 514-3-1, L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 211-1, L.511-1, L. 514-5 et L. 514-6 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature « eau » ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 16 mars 1999 modifié le 13 décembre 2019 autorisant la société New Maisonneuve KEG à exploiter une usine de fabrication de fûts de bière sur le territoire de la commune de Cérences ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 23-173 du 13 novembre 2023 mettant en demeure la société New Maisonneuve Keg de respecter les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, en régularisant la situation administrative de ses puits et en justifiant le respect de la réglementation qui leur est applicable ;



**Vu** l'arrêté préfectoral n° 24-195-NB du 7 octobre 2024 rendant la société New Maisonneuve KEG redevable d'une astreinte administrative journalière ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à l'inspection du 12 juin 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à l'inspection du 5 novembre 2024 ;

**Vu** le courrier du 3 décembre 2024 de transmission à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral portant abrogation de mise en demeure et d'astreinte administrative, l'invitant à faire part de ses observations à M. le préfet de la Manche sous un délai de 15 jours dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par la société New Maisonneuve KEG sur le projet d'arrêté ;

#### **CONSIDÉRANT ce qui suit :**

- l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2023 susvisé met en demeure la société New Maisonneuve Keg dans un délai de 6 mois, de justifier le respect, pour chacun des puits, des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé ;

- lors de l'inspection du 12 juin 2024, il a été constaté que certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé ne sont toujours pas respectées, notamment :

- le puits n° 2 n'est pas correctement capoté ni verrouillé ;
- le fait que le puits n° 1 ait été comblé dans le respect de la réglementation applicable reste à justifier ;

- l'exploitant doit également équiper le puits n° 2 d'un dispositif de mesure totalisateur (compteur) ainsi que d'un système de disconnexion, en application des dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 ;

- lors de l'inspection du 30 octobre 2023, il a été constaté que l'exploitant a mis en place les mesures nécessaires pour respecter dans leur globalité les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé (notamment, un compteur, un capot et un système de verrouillage) ;

- il est dès lors considéré que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 novembre 2023 sont respectées dans leur ensemble, et qu'il y a lieu d'abroger la mise en demeure ;

- de plus, ce retour à la conformité ayant été réalisé avant la fin du délai de carence de 2 mois fixé par l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2024, rendant redevable la société New Maisonneuve Keg d'une astreinte administrative journalière, il convient également d'abroger cet arrêté ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

L'arrêté préfectoral n° 23-173 du 13 novembre 2023 portant mise en demeure à l'encontre de la société New Maisonneuve KEG et l'arrêté préfectoral n° 24-195-NB du 7 octobre 2024 rendant la société redevable d'une astreinte administrative journalière sont abrogés.

### **Article 2 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Caen, 3 rue Arthur Le Duc - BP 25086 - 14050 CAEN cedex 4, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication de la présente décision (en application des dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de justice administrative, les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

### **Article 3 : Publicité**

La présente décision est publiée sur le site internet des services de l'État de la Manche (<https://www.manche.gouv.fr/publications/annonces-avis>) pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera adressée au maire de Cérences.

#### **ARTICLE 4 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale des finances publiques de Normandie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de Cérences et le président de la société New Maisonneuve Keg sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Saint-Lô, le **06 JAN. 2025**

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,



Perrine SERRE